

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n° 108 AVR. 83 3,50ff./30fb./2fs./0.70 Cts. Can.

FRANCE

mesures anti-ouvrières

LA GAUCHE NE PEUT PLUS CACHER SA NATURE BOURGEOISE

Après la Belgique, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, le coup de massue s'abat sur la classe ouvrière en France.

Avec les mesures prises par le gouvernement de gauche, une page de l'histoire contemporaine vient d'être tournée. Les illusions ravivées après 68 sur les possibilités de "changement de société" conduit par la gauche ont essuyé un démenti total. C'est cela la leçon qu'impose la réalité d'hier et d'aujourd'hui, le programme commun de changement et la réalité gouvernementale de la gauche dans les années 80.

A tous les ouvriers des autres pays où la gauche s'oppose soi-disant à l'austérité, la France montre ce qu'est réellement cette fraction de la bourgeoisie. Demain, aux premières lueurs des incendies sociaux qui surgiront ça et là provoqués par la crise économique, il est presque sûr qu'une grande partie de l'appareil de gauche tentera à nouveau de repasser dans "l'opposition" et de se proclamer le chef et le guide attiré de la classe ouvrière. Il s'agira alors de se souvenir de ce qu'a fait la gauche, sous son verbiage "populaire". Il s'agira de savoir reconnaître et dénoncer sous leurs vernis "combatif" toutes les méthodes que l'expérience a déjà condamnées : le nationalisme, le corporatisme, l'alignement des intérêts de la classe ouvrière sur ceux de l'économie nationale. C'est cela que la "gauche" est chargée de faire passer, c'est cela qu'il faut combattre.

■ La classe dominante, en France, a réussi à mettre entre parenthèses, pendant quelques temps, les vrais problèmes et les vraies questions et cela malgré le mécontentement qui s'approfondit au sein de la classe ouvrière et qui s'est même révélé dans les élections, entre autre à travers le

taux d'abstention élevé au 1er tour dans les secteurs ouvriers.

Mais dès l'annonce des résultats, les vrais soucis de la bourgeoisie et de son gouvernement de gauche sont très vite remontés à la surface.

Après avoir joué au jeu de la "rivalité droite-gauche" qui a été le prin-

cipal axe de mystification pendant ces derniers mois, tous les porte-drapeaux des partis bourgeois ont retrouvé un accord unanime soit-disant sur le sens à donner aux résultats des municipales : c'est un avertissement au gouvernement de gauche ont-ils clamé en chœur; et de conclure que les français ont laissé "au pouvoir une chance de changer sa politique" (Giscard), qu'il faut "corriger les défaillances" (Jospin), qu'"il faudra la poursuite de l'effort national, la mobilisation de toutes les forces économiques"... (Mauroy).

Et Mitterrand, en premier responsable du pays, de ponctuer : "Il faut redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national".

En clair : il faut serrer la ceinture de deux crans, d'autant que c'est une nécessité pour l'ensemble de la bourgeoisie européenne : "Dans huit mois, c'est le FMI qui prendra à Paris les mesures économiques, qui décidera de l'austérité pour les français, parce que n'aurez pas su imposer la rigueur." (voir article p.3 : "plus d'illusions!")

Mais en apparence, il y aurait quelques fausses notes dans ce concert, notamment de la part du PC français, qui, lui, tient à ce que le gouvernement garde "le cap à gauche" : "Je dis non à un infléchissement plus à droite de la politique gouvernementale". (Marchais).

Serait-ce que les staliniens se mettraient à défendre les intérêts de la classe ouvrière? Leur histoire passée et présente témoigne largement de l'exact contraire : ce n'est ni l'austérité, ni la sur-exploitation forcée des ouvriers qui leur a posé problème à la libération, ni qui leur en pose aujourd'hui : l'exemple de leurs "modèles socialistes" à l'Est en est une caricature.

Même s'il ne le déclare pas ouvertement, le PC est en parfait accord avec l'ensemble de sa classe. N'est-il pas le champion de la défense de l'économie nationale et de l'ordre social?

Mais derrière ces pseudo-faussettes notes, se dissimule un autre point d'accord profond. C'est sur la manière d'imposer cette rigueur redoublée ; en d'autres termes, sur la stratégie à employer pour contrer les réactions ouvrières qui ne manqueront pas de surgir.

Et là se pose, à la bourgeoisie française, la nécessité de redistribuer ses cartes politiques de la manière la plus adéquate à la situation? Là également, se situe la difficulté majeure pour elle.

Face au même problème, les sphères dirigeantes des autres grands pays occidentaux, comme l'Angleterre, les USA, et plus récemment la RFA (voir article page 4), en renvoyant leur fraction de gauche dans l'opposition, ont adopté la seule stratégie possible aujourd'hui.

A l'inverse, la bourgeoisie française, loin de mettre ses forces d'encadrement de la classe ouvrière à cette place où elles peuvent avoir encore quelque efficacité, loin de préserver, le plus longtemps possible, malgré la crise, leur "aura ouvrière", a commis la grossière erreur, le 10 mai 1981, de leur faire porter le poids du pouvoir et du même coup de dégarnir le front social.

suite p.2

Sommaire

Grèves dans les mines : non au nationalisme.....	p.2
Crise en France : plus d'illusions.....	p.3
EUROPE : la Sainte-Alliance des Etats.....	p.4
Allemagne : la stratégie de la gauche dans l'opposition.....	p.5
Cohn-Bendit veut être ministre.....	p.5
Courrier des lecteurs : la crise du PCI.....	p.6
A propos de la réunion publique sur le marxisme.....	p.7

CRISE ECONOMIQUE MONDIALE la seule relance, c'est celle de la crise

Pour masquer la faillite de plus en plus évidente de son système économique, la bourgeoisie ne peut utiliser que le mensonge.

Depuis 15 ans, on nous dit qu'il y a des solutions à la crise, à coup de relance tout au long des années 70, la classe dominante a tenté de faire croire que le bout du tunnel est là.

Une fois de plus, une soi-disant relance est là qui solutionnera tout. Les échecs des relances précédentes augurent mal d'une relance future dont les bases économiques n'existent pas. Il n'existe plus que le mythe. C'est ce mythe qui est le plus important à préserver pour la bourgeoisie afin de gagner du temps vis à vis de la classe ouvrière. Faire croire aux lendemains qui chantent dans le capitalisme, c'est encore le meilleur moyen d'encadrer les ouvriers dans l'exploitation.

■ Il paraît que la relance est là. Reagan l'annonce dans son discours sur l'Union, la bourse de New York a la fièvre, les cours remontent à Wall Street, la production industrielle "repart" aux USA : +1,3% en janvier 83 après deux ans de recul, et surtout... le prix du pétrole brut chute sur le marché mondial ce qui va permettre aux importateurs de pétrole, surtout les grands pays industriels, de faire des économies et de redresser la balance commerciale.

Trois mois plus tôt, on nous disait exactement le contraire, le système in-

ternancier international était menacé d'un effondrement brutal, et pourquoi donc ? Tout simplement à cause de la chute des cours du pétrole, parce que l'OPEP était menacé d'éclatement.

Pendant la seconde moitié des années 70, l'alibi des méchants émirs de l'OPEP qui, en faisant monter les prix du pétrole, étaient à l'origine de la crise économique qui ravageait l'économie mondiale, a été un des thèmes favoris de la bourgeoisie.

Le pétrole n'a pas seulement alimenté les industries, mais aussi les campagnes idéologiques de la bourgeoisie.

Il a servi à masquer les origines réelles de la crise économique : la soi-disant pénurie de pétrole et de toutes les matières premières a servi à cacher la réalité d'une crise de surproduction. Crise dont le capital ne peut sortir car elle exprime la contradiction de base du capitalisme, le rapport d'exploitation d'une classe par une autre, de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Le fait que les cours du pétrole chutent ne signifie pas que les choses vont bien, c'est exactement le contraire. La chute des cours des matières premières est liée à la baisse de la production mondiale, liée au manque de débouchés pour les produits manufacturés. La chute du cours des matières premières signifie donc que les producteurs du tiers-monde vendent moins de pétrole, de cuivre, de fer, etc, donc peuvent moins acheter sur le marché mondial. La restriction des marchés entraîne la chute de la production, qui entraîne une mévente des matières premières donc une chute des cours, donc une restriction encore plus forte des marchés solvables.

C'est le cycle infernal de la crise capitaliste de surproduction qui se traduit par une misère toujours plus grande.

suite page 3

lutter oui, mais pas pour le charbon français

■ Quand la bourgeoisie prospérait, les mille et une bouches de son industrie dévoraient le minerai noir. Aux stocks de charbon entassés sur les carreaux des mines, à la pulsation du trafic charbonnier se mesurait l'activité économique des métropoles. Mais aussi, le travail des mineurs servait de fabuleux dividendes aux Compagnies. Longtemps, le charbon resta un des piliers de la prospérité bourgeoise.

Depuis, la crise générale du capital a jeté au bas de son trône Sa Majesté le charbon et dans les houillères anglaises et allemandes, et dans les bassins belges et français. Et ce n'est pas le charbon seul qui a fait son temps. Le déclin du charbon rythme celui de la bourgeoisie.

Pour sauver la mine, les plans se sont succédés, régulièrement, les uns aux autres. Au point que, désormais, le charbon n'est plus qu'un pâle figurant d'un ensemble énergétique, lui-même en train de craquer. Depuis la "Libération", la bourgeoisie française restructure et rationalise. Au nom de la rentabilité! Chaque jour, les mineurs font l'expérience que tous ces perfectionnements, toutes ces nouveautés technologiques leur apportent des cadences effrénées, une compression des salaires et des licenciements en masse. Mais, le prolétariat des mines ne peut, comme aucun autre, accepter avec passivité un plus grand avilissement de ses conditions de travail. A Carmaux, il a engagé une action défensive, de résistance de classe. Et le gouvernement de gauche a envoyé ses flics pour lui répondre!

Par malheur, cette grève intervenait dans une période d'affaiblissement du rôle du charbon. D'une portée sociale insignifiante, elle fut et resta de bout en bout sectorielle. Seulement, elle venait troubler le climat politique pré-électoral en rappelant la réalité de la crise économique. Elle était préjudiciable à ceux qui avaient promis monts et merveilles aux mineurs, Mauroy et le maire de la localité, le socialiste Goulesque. C'était courir le risque de perdre la mairie en s'aliénant la clientèle électorale ouvrière. C'était laisser le champ libre à tout un courant d'hostilité à l'endroit de la gauche dans les cités charbonnières tenues par les édiles de celle-ci. S'il fallait réagir, il fallait réagir en finesse. Il fallait contourner les obstacles mais en camouflant une main de fer dans un gant de velours.

Dans les houillères, les travailleurs relèvent d'un patron-camarade intronisé dans un fauteuil quasi-ministériel. Dès lors, la CGT toujours habile à débusquer le patronat "apatride" ne peut plus accuser qui-

conque de brader les intérêts d'un secteur d'ailleurs nationalisé, non plus qu'elle ne peut menacer de ses foudres un gouvernement issu de la "volonté populaire de changement social" du 10 mai 81. En lieu et place d'un ultimatum gréviste, elle tiendra un langage responsable et constructif. Prôner la collaboration du mineur avec la hiérarchie, depuis le porion jusqu'au ministre pour produire un "charbon français", quelle ignoble fonction!

Tant pis si, pour arracher le charbon à la taille, le mineur se ploie, se tord et patauge dans l'eau jusqu'à la ceinture. Qu'à cela ne tienne, il y aura du "charbon français".

Après trois semaines de grève totalement isolée, les mineurs ont cru la victoire pour eux. Est-ce à dire que le gouvernement aurait reculé? En fait, il a seulement feint de revenir sur son projet initial. Accordant une certaine souplesse de manœuvre à la Direction des Charbonnages, il a pu

Sur le plan politique, cette ligne de moindre résistance a travaillé à préparer une sortie en douceur des partenaires staliniens du gouvernement qui pourront toujours reprendre leur bâton de pèlerin de "l'opposition".

L'Etat-patron a enfoncé un coin nationaliste dans la tête des mineurs par le truchement de l'inter-syndicale. Celle-ci a su créer une ambiance de fierté productiviste. Celle-ci a su mobiliser sur le thème mensonger "d'un charbon français pas cher!" Celle-ci a su alimenter l'effervescence ouvrière de matériaux corporatistes et poujadistes. Celle-ci a su tuer dans l'oeuf le réflexe abstentionniste et ramener la lutte pour les conditions de travail sur le terrain des urnes. Que l'emprisonnement des travailleurs dans un tel cadre prépare leur défaite c'est ce qu'avait montré l'expérience des grèves de Denain et de Longwy, de Belgique, des Pays-Bas et d'Espagne.

Avec cette victoire pourrie, pourrie non pas parce qu'inéluctablement les mines seront fermées, mais parce qu'elle renforce la dépendance idéologique des travailleurs à l'Etat, les syndicats se posent en défenseurs de la cause ouvrière. Qu'on se rappelle ce que fit la puissante Fédération CGT des Travailleurs du sous-sol en 1945. Au gouvernement, il y avait Thorez, vice-président du Conseil. Parmi les Ministres, Croizat, au Travail; M. Paul à la Production; Billoux à la Marine; Tillon à l'Armement. Délégués par la classe dominante pour faire passer l'austérité, ils affrontaient directement la colère des typos et des postiers, des cheminots, des métallos, des mineurs. A ces derniers, ils leur disaient d'augmenter la production. Ils leur enjoignaient impérativement de ne pas manquer au boulot. Ils leur demandaient de se couper en quatre pour le charbon, pour la patrie, pour le drapeau. En long, en large, les camarades-Ministres expliquaient que l'augmentation des salaires était fautive d'inflation, qu'elle préparait le lit du chômage, qu'elle faisait le jeu des "revenchards allemands" (sic).

Trente-huit ans plus tard, il s'agit moins de produire beaucoup de charbon que de l'obtenir au moindre coût. Trente-huit ans plus tard, l'économie ne redémarre pas, mais s'enlise et se meurt. Mais, dans les deux situations aussi dissemblables, le capitalisme a trouvé le champion toutes catégories du chauvinisme le plus crasseux, le plus brutal. Dans les deux cas, les mineurs sont immolés au Capital par les plus misérables parmi les misérables négriers productivistes.

R.C.

LE POISON NATIONALISTE EST A VOMIR

■ A l'heure où il s'agit de faire accepter les "sacrifices" et les licenciements, de ranimer la flamme nationaliste de "la mobilisation au service de la France" (Mitterrand), les boucs-émissaires de la crise sont tout trouvés: comme toujours dans l'histoire du capitalisme, ce sont les étrangers, c'est-à-dire aujourd'hui les immigrés.

Ah, il est bien placé le premier ministre pour jouer les saintes nitouches face aux bombes devant les synagogues ou dans les bidonvilles et les ghettos ouvriers, pour parler "d'une campagne d'incitation au racisme de la droite", lui qui, naguère, désignait chez Citroën à Aulnay, les immigrés comme des fauteurs de troubles "agités par des groupes religieux et politiques..."

Il est bien placé, tout le gouvernement pour dénoncer le caractère "odieux et criminel" d'un climat raciste et xénophobe, lui qui, sous couvert de régularisation des sans-papiers, se glorifie "d'avoir procédé durant l'année 1982 à plus de 45 000 refoulements aux frontières!" "Un chiffre sans précédent", soulignait l'ex-secrétaire d'Etat chargé des immigrés Autain.

Pour Marx, "Derrière la revendication du droit au travail, il y a le pouvoir sur le Capital, c'est-à-dire l'abolition du salariat". Pour les gardes-chiourme syndicalistes, cette vieille revendication devient le collier qui attache et étrangle le prolétariat. Elle se fait synonyme de vénération de l'Etat, de soumission corps et âme au Capital.

Tant pis si la silicose étouffe les mineurs, tant pis s'ils remontent à la surface entre quatre planches de sapin, tant pis s'ils crèvent enterrés vivants sous quelque coup de grisou!

Ils sont bien placés, le PC et la CGT pour se faire passer, comme lors des dernières grèves dans l'automobile, pour les champions de la défense des travailleurs immigrés et de leurs "droits", alors que personne n'a oublié le bulldozer du PC à Vitry, fin décembre 80, ni la campagne raciste qu'ils ont poursuivie en février 81 autour d'une famille marocaine accusée de trafic de drogue! Marchais proclame aujourd'hui encore: "notre position, depuis qu'il y a le chômage (sic!) est simple: il faut arrêter la venue des travailleurs immigrés en France!"

Non seulement le nationalisme est une impasse, incapable de fournir une autre issue que la guerre à la crise économique mondiale mais il est l'arme anti-ouvrière de prédilection de toute la bourgeoisie, qui ne cesse par ce moyen de chercher à susciter un climat de concurrence et de division entre ouvriers.

Ce tumulte nationaliste et leurs instigateurs en ont pleinement conscience -ne sert qu'à couvrir les questions réelles qui se posent aux prolétaires sur le chemin de la solidarité internationale de leur classe à travers les luttes.

mettre fin à la grève et conserver la mairie. Sur le site de Carmaux, les prêtres de la production française disent avoir découvert le "miracle" qui fera durer la mine. Croire que le maintien de l'exploitation de Carmaux, l'embauche de 99 mineurs de fond, parmi les jeunes chômeurs équivalent à une conquête, c'est la couleuvre que veulent faire avaler les syndicalistes!

Dans le secteur énergétique, l'EDF n'a-t-elle pas annoncé, par ailleurs, l'annulation de la construction de plusieurs barrages et une réduction de 4 000 à 2 500 les embauches?

MESURES ANTILOUVRIERES

suite de la page 1

Depuis cette date, elle traîne ce boulet qui a eu, pour elle, une double conséquence négative:

-d'une part de ne pas pouvoir assumer de façon rigoureuse, à l'image de ses consœurs d'Europe, la politique économique et sociale que nécessite le niveau atteint par la crise;

-d'autre part de révéler aux yeux de la classe ouvrière, chaque jour un peu plus, la nature bourgeoise des partis de gauche et des syndicats.

Et la remise en cause de la gauche qui en découle à terre contient la remise en cause de la détermination de la classe bourgeoise toute entière.

"Les problèmes économiques viennent au second plan derrière la cohésion nationale et l'autorité de l'Etat."

Raymond Barre, dans toute sa sagesse de bourgeois responsable, révèle les objectifs prioritaires de sa classe: tout faire pour se sortir de cette situation politique difficile, soutenir l'Etat c'est à dire éviter la décomposition de la société et donc parer au danger sur le front social en renvoyant une partie de la gauche dans l'opposition.

Ce ne sont pas les mesures économiques qui posent problème à la bourgeoisie et à son gouvernement de gauche. En ce sens, le troisième gouvernement Mauroy, dominé par les "réalistes", et les plans économiques qui se mettent en place aujourd'hui, en font largement foi.

Là où le bât blesse, c'est au niveau des moyens politiques nécessaires pour faire passer ces plans économiques?

La faiblesse structurelle de l'appareil politique français, qui est à l'origine du faux pas de mai 81, n'a pas permis, depuis, de répondre à cette difficulté. Aujourd'hui encore, elle pèse de tout son poids: les partis de droite sont toujours empêtrés dans leurs chamailleries de cliques anachroniques et provinciales, et la gauche ne peut se dégager du pouvoir que difficilement et en piteux état.

Malgré ce lourd handicap, la bourgeoisie unit toutes ses forces, pour tenter de remettre, le plus rapidement possible, les cartes à leur place avec un minimum de dégâts.

Déjà, une fraction de la gauche se met en position, tant bien que mal,

de pouvoir se dégager des responsabilités de l'Etat et retourner dans l'opposition.

C'est le but même du PC qui, tout en claironnant sa loyauté à l'union de la gauche, se déclare contre un changement de cap et menace: "l'austérité, les salariés connaissent, et ils ont déjà donné beaucoup." ("L'Humanité"). Ainsi quand le moment viendra, ce soi-disant défenseur des ouvriers pourra claquer la porte en traitant les tenants du "réalisme" et de la "rigueur" de traîtres de la classe ouvrière, de vendus au grand capital.

Il en est de même au sein du PS où l'on entend, à nouveau, les différents courants s'exprimer et surtout exprimer leurs divergences: la "démission" de Chevènement et les critiques, émanant du CERES, de la nouvelle politique gouvernementale n'en sont que les premiers signes?

Dans le même sens, les syndicats, qui portent aujourd'hui tout le poids de la responsabilité face au danger social, ne peuvent que se démarquer de plus en plus clairement des orientations du gouvernement de gauche et durcir le ton pour pouvoir continuer à assumer la tâche qui leur est assi-

gnée. Il est à parier que les grognements qu'ils élèvent contre les mesures draconiennes qui viennent d'être prises iront en s'amplifiant au fur et à mesure que les signes de mécontentement apparaîtront plus nettement.

Tous ces mouvements politiques, qui s'ébauchent péniblement, surtout au niveau des partis de gauche, n'ont comme seul objectif essentiel que de se replacer sur le front social sans avoir été trop affaiblis pas le passage au pouvoir.

La bourgeoisie sait très bien que plus elle tarde à atteindre cet objectif, plus elle s'affaiblit face aux mouvements sociaux. C'est ce problème qui hante les nuits des dirigeants:

"Si nous nous écartons tant soit peu de notre base politique et sociale, nous sommes perdus."

Oui, Poperen (n°2 du PS) a raison: la gauche, depuis deux ans, perd à toute vitesse ce qui fait sa force c'est à dire sa crédibilité face aux ouvriers.

Mitterrand aussi a raison de dire: "Nous assistons aujourd'hui aux soubresauts d'un monde qui meurt..."

C'est le sien!

J.E.

FRANCE

plus aucune illusion!

■ Dès la fin du carnaval électoral, les masques sont tombés. De quelles illusions pourront encore se bercer les prolétaires abusés par la gauche? Sitôt le gouvernement formé, la presse commente : "Mr. Mitterrand demande à Mr Mauroy de faire accepter par les français de nouvelles mesures de rigueur." ("Le Monde" 24-3)

Ainsi se concrétisent sans plus de fioritures les déclarations faites autour de la 3ème dévaluation du Franc.

Malgré les pseudo-désaccords étalés sur les devant de la scène, la pression des autres Etats occidentaux, face à l'urgence d'une remise au pas de l'économie française, a fait jouer à plein la "solidarité européenne". Plus question de laxisme, de laisser se développer le risque d'un dérapage incontrôlé vers la faillite pour un pays situé au cœur de l'Europe occidentale. Avec la 3ème dévaluation du Franc depuis la venue malencontreuse de la gauche au pouvoir, la bourgeoisie française n'a fait que se plier aux exigences d'un réaligement de sa politique derrière celle des autres pays du bloc confrontés à la gravité de la crise mondiale.

C'en est fini des jeux de séduction de la Gauche au pouvoir en France! Augmentation de 8% de tous les services publics, de 10% des impôts, restriction de la "consommation populaire". Ces mesures représentent en elles mêmes un pas qualitatif, dicté par l'Etat de l'économie : rythme annuel d'inflation de 11,8%, (alors qu'en RFA, en GB, aux Pays-Bas, l'inflation n'a pas encore dépassé les 8%), déficit du commerce extérieur qui a triplé entre 81 et 83, endettement gigantesque, faillites de secteurs entiers de l'industrie...

Mais le pire, c'est que les dernières mesures, malgré leur dureté, ne font qu'annoncer une perspective encore plus difficile pour la classe ouvrière. Ce qui va être sauvé, dans l'immédiat, d'un effondrement brutal, c'est la banqueroute du commerce extérieur déficitaire, c'est le poids de l'endettement sur l'Etat, pas la condition ouvrière.

Déjà, les dernières mesures taisent les lourdes menaces de chômage qui pèsent sur l'industrie française. Pendant des mois, le gouvernement s'est vanté d'une "stagnation du chômage" qui n'a été qu'un composé de tricherie sur les chiffres du chômage et de soutien artificiel des industries en augmentant l'endettement de l'Etat, mesure temporaire qui ne peut que retarder le chômage, mais non l'éviter, au contraire.

Ainsi, les chiffres du dernier trimestre 82 se sont-ils basés sur les directives adressées par le gouvernement Mauroy aux ANPE: les jeunes sans formation ne seront pas enregistrés comme demandeurs d'emploi, mais de "formation". Ecoutez Mr. Le Garrec s'exclamer : "J'ai entendu M. Barre dire: 'ils ont un truc pour le chômage, ils le traitent socialement'. Oui, nous traitons socialement le chômage!..." par la non-comptabilisation des jeunes sans formation, par le gonflement des 30 000 chômeurs longue durée, par les "contrats de solidarité" qui n'ont pas permis de compenser les départs en préretraite (sur les 320 000 départs, un tiers, seulement, a été compensé fin janvier). Tel fut cet "acquis" du gouvernement socialiste: le travestissement des chiffres du chômage.

Il s'agit aujourd'hui de prendre des mesures de rigueur pour

purger l'économie de son endettement (dont la conséquence ne peut être qu'une aggravation du chômage), dans un premier temps par l'élimination des secteurs les plus défaillants, tels la sidérurgie, le charbonnage, le textile...; dans un second temps par la réduction des investissements qui, loin de préparer l'avenir d'une reprise illusoire, n'ont servi qu'à retarder les cessations de paiements (l'endettement de la Régie Renault s'élève à 27 milliards de F, malgré les 20 milliards de subvention accordés par l'Etat en 82); dans un troisième temps par la prévision d'un blocage des crédits aux secteurs récemment nationalisés.

Ainsi, voit-on se profiler l'avenir de cet autre "acquis socialiste" que furent les nationalisations: toutes les entreprises nationalisées par le gouvernement de gauche sont aujourd'hui au bord de la faillite, malgré la gigantesque mobilisation financière de l'Etat pour soutenir les secteurs de "pointe". Il faudrait 10 ans à Thomson pour retrouver sa compétitivité sur le marché mondial. Quant à l'avenir de l'informatique, il se jouerait d'ici 2 ans avec un déficit de 10% prévu en 83 pour CII-HB.

L'ambitieux projet du gouvernement de gauche de transformer les canards boiteux en fougues destriers par le soutien de l'Etat n'a donc fait qu'accélérer la faillite des nationalisations c'est à dire la faillite de l'Etat-patron lui-même, ne faisant qu'ajourner l'échéance des mesures restrictives.

Il s'agit, désormais, pour la bourgeoisie en France de se mettre au plus vite au diapason de la politique du

bloc: ainsi, par exemple, la CEE vient-elle d'exiger de la France le renoncement au plan de soutien de l'Etat prévu pour deux ans aux 2/3 des entreprises du textile, ce qui signifie une perte de 20 000 emplois dans ce secteur.

Hier, le plan de rigueur "rose" mis en place en juin 82 après la deuxième dévaluation du Franc se devait de faire payer à la classe ouvrière l'héritage légué par la "mauvaise gestion" de la droite; aujourd'hui, il s'agit pour la bourgeoisie en France de lui faire payer la "bonne gestion" de gauche avec encore plus de rigueur. Avec le transfert des charges fiscales des entreprises nationalisées sur les salaires des ouvriers, non seulement ceux-ci devront faire encore un effort pour soutenir les nationalisations, mais ils se sacrifieront pour leur faillite inévitable annonçant une irréversible explosion du chômage. Ni la troisième dévaluation du Franc, ni la chute du prix du pétrole, ni la limitation des importations ne permettront d'ouvrir la voie à une quelconque reprise de l'économie nationale (cf. article p.3)

Après le mensonge de la garantie de l'emploi par les nationalisations, de la "relance par la consommation" claironnées avec l'entrée en scène de la Gauche au pouvoir, ce sont des licenciements massifs, des réductions de salaires, une augmentation fiscale, une réduction des prestations aux chômeurs, une chute sans précédent du pouvoir d'achat qui s'annoncent avec le cri de guerre lancé par le "nouveau" gouvernement Mauroy: "Les Français consomment trop!"

Avril.

la seule relance, c'est celle de la crise

suite de la page 1

Les prolétaires produisent plus qu'ils ne consomment. Quand les dernières réserves des marchés extra-capitalistes (marchés coloniaux, paysans etc...) sont épuisées, comme le montre la misère indicible de nombreux pays du tiers-monde, c'est comme si, du point de vue économique, on se retrouvait dans une situation où il n'y a plus que le prolétariat et la bourgeoisie: il est produit plus que le marché ne peut absorber. Il y a crise de surproduction, le capitaliste ne peut plus vendre, la concurrence se fait toujours plus âpre, il faut baisser la production, diminuer la masse salariale, ce qui réduit les marchés, imposant une nouvelle chute dans la production, etc... C'est le cycle infernal qui mène le monde capitaliste à la barbarie, à la guerre.

Face à cette situation, la bourgeoisie croyait avoir trouvé un remède dans les années 30 avec les différents avatars du capitalisme d'Etat: Keynes et le New Deal, Staline et le socialisme en un seul pays, Blum et le Front Populaire, Hitler et le national-socialisme, etc... Tous avaient recouru à l'endettement. En effet, pour écouler le surproduit, une seule solution, élargir le marché, distribuer plus d'argent, pour cela les Etats se sont endettés, ils ont produit un capital fictif en faisant marcher la planche à billets, en développant le crédit. Si cette politique, parce qu'elle était nouvelle, a freiné les effets dévastateurs de la crise dans les années 30 et offert à la bourgeoisie un répit qui lui a permis d'embrigader le prolétariat dans la guerre, aujourd'hui, après des décennies d'utilisation, elle est usée. La crise se développe malgré un recours intensif au crédit dans les années 70. Le capital doit payer ses dettes, il ne peut échapper à la loi de la valeur.

Cet hiver, ce qui affaillait les pontes de la finance internationale, c'était les effets de la politique d'austérité de Reagan sur les pays sous-développés endettés jusqu'au cou. Ils ne pouvaient plus rembourser. Pourquoi? Parce qu'ils ne pouvaient plus vendre assez; pour payer les dettes, il faut donc s'endetter encore plus. Cela paraît absurde, mais c'est

comme ça.

La presse économique a beaucoup glissé sur l'endettement des pays du Tiers-Monde (5 à 600 milliards de dollars si on excepte les pays de l'OPEP), c'est pour mieux cacher l'endettement des pays développés, ainsi l'endettement des USA correspond à deux ans de production, deux ans de travail sans salaire pour les ouvriers, c'est à dire de 4000 à 6000 milliards de dollars si on additionne les dettes publiques et privées: 10 fois plus que le tiers-monde dans son ensemble! Là est la réelle inquiétude de la finance internationale.

Plus des trois quarts des échanges sur le marché mondial se font en dollars. Si les Etats du tiers-monde et les entreprises en difficulté ne peuvent plus payer leurs dettes, le château de cartes du système financier international, bâti sur le dollar, risque de s'effondrer. Les banques américaines ont prêté 10 fois plus que leur avoir réel, on peut ainsi imaginer la tempête que subirait le dollar, et donc l'économie mondiale. Au niveau mondial, pour payer ses dettes, le capital doit toujours plus s'endetter, les politiques de relance sont des politiques d'endettement.

C'est, pour éviter la chute de la production, la politique qui a été pratiquée par les principaux pays industriels. Elle n'a pas réussi à empêcher la chute de la production même si elle l'a freinée et surtout elle avait un autre effet, c'est l'inflation. L'inflation galopante, c'était le résultat de l'endettement galopant. Le résultat: en 79, le dollar est menacé d'effondrement.

C'est pour éviter cela qu'avait été mise en place la politique de rigueur style Reagan-Thatcher-Barre: réduire l'inflation en réduisant le crédit en maintenant des taux d'intérêts élevés. Résultat: chute de la production, faillites en chaîne, chômage qui croît de manière accélérée... nouvelles menaces cet hiver sur le système financier international et le dollar.

Aujourd'hui, l'Etat américain desserre les taux d'intérêts sur le dollar. Voilà la relance du

crédit donc la relance de l'endettement donc, voilà relancée l'inflation.

Pour la classe ouvrière, que ce soient les politiques de "relance" ou les politiques de rigueur, le résultat, par delà les propagandes, a finalement été le même: une baisse de son niveau de vie. La relance, c'est le pouvoir d'achat rongé par l'inflation; la rigueur, si elle a limité l'inflation, s'est traduite par une attaque contre les salaires et par le chômage.

Alors, la relance d'aujourd'hui, qu'en est-il? Du point de vue économique de la bourgeoisie, elle sera encore plus limitée que les précédentes. Elle risque même de n'exister qu'au niveau de l'illusion. Mais c'est avant tout de cette illusion que la bourgeoisie a besoin. Pour justifier aux yeux de la classe ouvrière les rigueurs d'aujourd'hui, en faisant croire que demain sera meilleur: "regardez la politique de Reagan, l'inflation est jugulée maintenant; devant cette réussite, on va s'attaquer au chômage, il faut juste attendre un peu, le bout du tunnel est là, un peu de patience, encore un peu de sacrifices..." Toujours le même baratin, toujours les mêmes mensonges matraqués depuis des années. Un but essentiel, endormir le prolétariat, le chloroformer dans l'illusion que la bourgeoisie a une solution miracle face à la crise, l'empêcher de lutter pour la défense de ses conditions de vie, entraver sa prise de conscience que face à la crise du capital il n'y a de solution que dans la révolution prolétarienne.

La "relance" va surtout relancer l'inflation, mais va-t-elle résorber le chômage? On vient de voir que les nouveaux crédits vont surtout servir à payer les dettes: c'est la fuite en avant. Mais, même si les capitalistes investissent dans la production, ce sera surtout pour moderniser la production, en mettant plus de machines automatisées, ce qui, dans la situation de saturation du marché mondial, se

traduira par une croissance du chômage.

Les redondances de la bourgeoisie américaine sur la relance et la fin de la crise, ne parviennent même pas à rassurer la bourgeoisie européenne: le gouvernement français montre clairement le peu d'illusion qui l'habite en déclarant prudemment que les effets de la relance américaine ne se feront pas sentir avant... 3 ou 4 ans.

Ce n'est pas une relance de la production qui est en vue mais une relance de la crise. Non seulement le chômage dans les pays industrialisés va continuer à croître, mais, après quelques années d'illusions sur la réussite de la lutte contre l'inflation, celle-ci ne peut que se redévelopper avec plus de force encore. La bourgeoisie n'a pas le choix, sa marge de manœuvre est de plus en plus limitée, elle parvient de plus en plus difficilement à freiner la tendance à un effondrement accéléré de l'économie mondiale.

La classe dominante peut de moins en moins masquer par les mensonges de sa propagande la faillite du capitalisme. Et pourtant il ne lui reste de plus en plus, que le mensonge pour entraver la prise de conscience du prolétariat qu'il n'y a pas de solution dans le capital.

La crise, c'est la crise du capitalisme, pas celle du prolétariat. Elle pousse la classe ouvrière vers la lutte révolutionnaire, car en montrant que le capitalisme n'a pas d'avenir, elle montre la nécessité de la révolution communiste.

La bourgeoisie veut faire croire qu'il faut lutter contre la crise, en serrant la ceinture toujours plus, en crevant dans la misère du chômage. Ce n'est pas contre la crise que le prolétariat doit lutter, mais contre la bourgeoisie. Mettre fin à la crise, c'est mettre fin au capital et à la classe qu'il anime.

J.J.

la sainte-alliance des états en europe

Il y a quinze ans, ceux qui dirigent, organisent et trouvent leur compte dans ce monde avaient été surpris par les réactions ouvrières qui avaient tour à tour secoué l'ordre social de la France, de l'Italie, de la Pologne et de la Grande-Bretagne.

Depuis, ils ont appris à mieux s'organiser pour faire face aux menaces sociales. Les concertations entre les "partenaires sociaux" réunissant tous les rouages de l'Etat se sont multipliées au-delà des frontières de la vieille Europe.

■ Cette préparation des Etats, leur concertation internationale, peut déjà se constater à son niveau le plus simple, le plus direct : celui de la répression. Face aux mouvements de la vague de grèves de 68, les boucliers des CRS avaient du être improvisés à la va-vite. Depuis, de la France au Japon, des corps de police anti-émeutes se sont développés ou constitués, avec un équipement perfectionné, jusqu'aux chenillettes expérimentées en France récemment contre les écologistes, qui ont trouvé facilement un marché international. "L'espace juridique européen", sous couvert de lutte anti-terroriste, a unifié le fonctionnement des polices d'Europe, établissant un réseau serré de communications, de transmission des informations et de possibilités de coopération fort utiles en cas de "troubles sociaux".

Au niveau de l'utilisation de leurs appareils politiques d'encadrement, la concertation internationale a été de plus en plus évidente : lors de la "révolution des œillets" au Portugal en 75, ce fut ouvertement et directement l'intervention américaine pour imposer un nouveau gouvernement qui fut décisive pour colmater le vide créé au niveau des sphères dirigeantes locales. De façon évidente aussi, ce fut l'ensemble de la bourgeoisie occidentale qui a préparé la "succession démocratique" de Franco et assisté le nouveau gouvernement face aux grèves qui ont secoué toute l'Espagne à la même époque, de 76 à 77, particulièrement avec les nombreuses visites des partis de gauche français.

De façon encore plus nette, les mouvements qui ont soulevé la Pologne en 1980 ont vu s'élever devant eux un barrage construit : toutes les bourgeoisies occidentales ont prêté des fonds pour gagner du temps, financé la construction du syndicat Solidarnosc pour encadrer une action de masse explosive, et surtout mené une propagande dans tous les pays d'Europe visant à isoler la Pologne dans ses "spécificités" pour contrer les risques de contagion. Quand les mouvements deviennent très forts, la bourgeoisie ne peut plus seulement taire les événements comme elle le fait si souvent quant aux grèves. Il s'agit alors d'en limiter la portée.

Dans les années 70, les concertations de la bourgeoisie au niveau international se sont traduites par une politique d'ensemble au niveau européen : le recours à l'endettement

massif des Etats pour soutenir les secteurs de l'industrie qui s'écroulaient. Ils ont ainsi pu échelonner leurs attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière, prévoyant l'ordre dans lequel les mesures devaient tomber. Le répit tiré de l'endettement permettait encore de donner un peu à certains pendant qu'on retirait à d'autres. La bourgeoisie affrontait la classe ouvrière en la dispersant, pendant que les illusions sur les politiques de "gauche" au pouvoir puisaient leur force dans le doute créé par les "hauts et les bas" de la situation économique.

Les tables rondes pouvaient encore déterminer les secteurs ou les pays à soutenir en priorité, quels autres pouvaient être sacrifiés, et ce, non seulement du point de vue économique, mais aussi des risques sociaux.

En 79, les premiers signes de l'essoufflement de ces possibilités se sont manifestés avec les plans de coupes sombres dans la sidérurgie et dans les mines. En France, en Hollande, en Grande-Bretagne, des licenciements massifs dans la sidérurgie provoquèrent quasi simultanément des réactions ouvrières souvent violentes. Avant de se risquer à cela, tous les Etats avaient délégué leurs partis, leurs administrateurs, et bien sur, leurs syndicats pour établir le "plan Davignon" qui devait définir le nombre de licenciements dans chaque pays.

Aujourd'hui, on voit l'épuisement de des possibilités de se limiter à un secteur ou à un autre : le textile ou l'automobile sont autant menacées que les mines ou l'acier. Les attaques ne peuvent plus être reportées sur des secteurs périphériques mais atteignent les plus grosses concentrations ouvrières, les secteurs clés, les ouvriers les plus qualifiés.

Quand Rockefeller, ancien président de la Chase Manhattan Bank dit : "Les problèmes auxquels il va falloir maintenant faire face sont liés aux répercussions politiques et sociales des mesures d'austérité", ce n'est pas que le fait soit nouveau, mais c'est qu'il acquiert une importance plus grande du fait que les "planifications" économiques ne peuvent que planifier le désastre et non le retarder.

Ce tournant peut se constater nettement dans la situation que confrontaient les dernières grèves en Italie en ce mois de janvier ou en Belgique

au début de l'année 82, en réaction contre une dégradation GÉNÉRALE de la situation.

En Italie, toute une série de grèves se sont succédées jusqu'au mois de janvier, où le gouvernement a annoncé l'arrêt de l'indexation des salaires sur l'inflation, ce qui a provoqué des mouvements massifs. En Belgique, les mouvements avaient éclaté alors qu'en 81, la Belgique avait connu une accélération brutale des mesures d'austérité : "Le niveau de cette attaque ne se mesure pas en termes absolus (les ouvriers en Belgique ne sont pas les plus démunis d'Europe) mais en fonction du bond qualitatif qui s'est opéré, de la brutalité des attaques contre les conditions de vie du prolétariat. Pour la première fois, une attaque est menée ouvertement et simultanément sur tous les secteurs et tous les plans à la fois : à la fois licenciements massifs, à la fois baisse des allocations du chômage, à la fois flambée des prix à la suite d'une dévaluation." (Internationalisme, journal du CCI en Belgique, septembre 82).

Avant de faire ce "test", là encore, on a pu voir les pressions de la CEE et du FMI, dans un premier temps pour renvoyer la gauche dans l'opposition, dans un second pour prendre les mesures qui s'imposaient. Le même scénario se retrouve trait pour trait en Allemagne où le chômage a connu une flambée depuis que le SPD joue à l'opposition (voir article p.5). Le test fait en Belgique (mais qui doit être appliqué partout) avait provoqué un mouvement, particulièrement dans les chantiers navals et la sidérurgie, qui avait de quoi inquiéter tous les Etats d'Europe et les faire réfléchir : une combativité plus grande (souvent heurtés avec les forces de police, comme on l'a encore vu au mois de janvier 83 au Danemark lors de la grève des dockers), une tendance à la remise en question de l'appareil syndical et de la logique des "sacrifices", une tendance à une lutte plus générale et simultanée.

Il est évident que dans une telle situation, la question qui est au centre des discussions des "experts" c'est : comment éviter que la catastrophe économique ne se transforme en catastrophe sociale.

Dans ces discussions, les appareils de "gauche" sont en première ligne : ce sont eux qui alertent des dangers, eux qui jouent "l'opposition" pour que l'opposition à l'orientation économique de la société reste dans un cadre qui ne remette pas en question la logique de l'économie nationale.

Et les barrages que rencontrent les ouvriers d'Europe, là encore, sont étonnamment semblables.

Ce sont les syndicats, et dès que la situation l'exige, les syndicalistes "contestataires" qui agissent le plus efficacement contre la prise de conscience des enjeux actuels.

Partout, on retrouve les mêmes caractéristiques de leurs agissements :

- dans l'émiettement des grèves : les grèves que déclenchent ou que retardent les syndicats visent à éviter une simultanéité des conflits, plus propice à entraîner une dynamique qui risque de leur échapper. On retrouve cet émiettement partout. On l'a encore vu en France au début de cette année avec l'isolement des grèves de l'automobile, en Belgique ou en Grande-Bretagne :

"Pendant la grève des travailleurs hospitaliers, les syndicats nous ont d'abord informé qu'il était nécessaire d'organiser des actions de "solidarité", parce que les hospitaliers sont un secteur faible, manquant de "muscle industriel". Le type même de l'ouvrier ayant du muscle étant le mineur, les mineurs ont été exhibés dans les manifestations du secteur hospitalier. Ceci n'étant qu'un épisode de toute une tactique de fausse solidarité, alliant les arrêts de travail d'une heure ou d'un jour, les journées d'action, et même la menace d'une grève générale de quelques heures, quand les syndicats eurent bien fatigué et désorienté les hospitaliers, comme ils l'avaient fait pré-

cedemment avec les sidérurgistes et les cheminots, le tandem gouvernement-syndicats put alors se tourner vers les mineurs eux-mêmes." (World Revolution n°57, février 83).

- En privant les grèves de toute perspective :

Dans la vision syndicale, la grève est soit une "journée d'action" totalement bidon, soit, en derniers recours, une grève longue, isolée, une grève d'endurance, et la "solidarité" une action parallèle.

Les mineurs anglais en ce début 83 ont été confrontés à une fausse alternative : d'une part, le gouvernement qui a dit clairement que les mines avaient une telle surproduction qu'elles pouvaient tenir deux mois de grève sans que cela soit une gêne, et d'autre part les syndicats qui, à coup de "sondages" ont démontré qu'une "grève générale" était impossible. Les mineurs anglais ont refusé la "grève nationale" corporatiste. Ils avaient déjà l'expérience de la grève de la sidérurgie, que la bourgeoisie a pu laisser pourrir. Mais ils n'ont rien fait d'autre... En Italie, les ouvriers, sous la pression des "extrémistes syndicaux" ont fait... 4 heures de grève générale. Il est sûr que cela n'a pas fait trembler l'Etat, qui leur a accordé la "victoire syndicale" d'une baisse de salaire un peu moindre.

La différence entre la "grève générale" à la façon syndicaliste et un véritable mouvement de masse, c'est que la première met ensemble pour quelques heures les différentes catégories pour "s'aider" de façon formelle à résoudre leurs problèmes spécifiques, alors que le second met en mouvement toutes les catégories dans un combat qui s'affirme de plus en plus commun dans un refus de la situation générale au travers de grèves multiformes dans lesquelles se construit et s'organise la possibilité d'opposer une véritable force à l'Etat.

Dans toutes les luttes, des voix s'élèvent qui semblent défendre "l'élargissement" du combat" contre les directions syndicales. Mais les "solutions" proposées n'en sont pas, tant qu'elles restent dans la vision que solidarité=charité et qu'affrontement avec l'Etat=petite bagarre sans lendemain. Citons encore une fois nos camarades d'Internationalisme sur les actions des "gauchistes" dans les grèves de l'année dernière :

"S'ils parlent d'extension, c'est l'extension par les pétitions, les caravanes de voiture, les journées ville-morte, les minutes de solidarité, l'aumône à la porte des usines, la passivité. S'ils parlent d'affrontements violents, c'est, comme à Jemmapes, dans l'absence totale d'organisation et de perspectives, comme une action stérile." (Internationalisme n° 71, janvier 83).

- en ramenant tout à la gestion "sociale" de la pénurie :

En Italie, les ouvriers ont montré leur refus des discours qui, plus ou moins explicitement, proposent l'acceptation des sacrifices aujourd'hui et renvoient la lutte "dure" à "quand la crise sera dépassée". Face à cela, les syndicats et le PCI se sont mis à hurler, en première ligne : "non aux sacrifices... pour les seuls ouvriers. Il en faut pour tous, équitablement."

Partout la propagande plus ou moins "de gauche" ramène à cette vision à l'envers : ce serait en aidant l'économie qu'on s'en sortirait, alors que justement l'économie ne s'aide plus qu'en attaquant les conditions de vie des exploités.

La bourgeoisie organise sa propagande, sa stratégie, ses armes, de façon internationale contre le danger prolétarien.

La bourgeoisie s'apprête à faire face au chaos. Pour que le prolétariat ne s'y voie pas, pour qu'il puisse s'opposer aux Etats, il est d'une absolue nécessité qu'il sache reconnaître les manœuvres mises en place contre lui. De là dépend sa capacité à ouvrir un autre chemin à la société.

D.N.

suite de la page 8

Allemagne 1919

Une fois la paix rétablie en effet, le mouvement trouve difficilement une dynamique réelle, les objectifs de la lutte ne parviennent pas à se préciser. Le 16 décembre se tient le congrès des conseils ouvriers à Berlin ; sur 485 délégués, 375 sont pro-gouvernementaux, pro-socialistes. L'influence des spartakistes et des autres gauches y est très faible. Les résolutions votées réaffirment "le pouvoir des conseils d'ouvriers", mais ces décisions n'ont aucun impact dans la pratique elle-même puisqu'une autre résolution est votée qui "transfère le pouvoir législatif et exécutif aux conseils de des commissaires du peuple (le gouvernement, NDR), en attendant que l'assemblée nationale décide d'une nouvelle réglementation..." C'est les conseils eux-mêmes que cette résolution "suicide". Les ouvriers faisant confiance aux socialistes et aux "bienfaits" de la démocratie bourgeoise, subissent un échec politique qui aura des répercussions incalculables : en effet, en même temps qu'elle revendiquait le suffrage

universel, la social-démocratie armait ses corps-francs. Le 6 janvier 19, suite à une provocation (2) et sans aucune préparation, les premiers combats de rue s'engagent à Berlin. Le 11, Noske y entre en tête des corps-francs : c'est le massacre. Le 19, malgré cette féroce répression les socialistes font un bon score à l'élection de l'assemblée nationale. La révolution a échoué.

La défaite des conseils ouvriers en Allemagne allait conditionner celle de la révolution mondiale. Demain comme hier, la bourgeoisie opposera les moyens les plus subtils contre la généralisation des combats prolétariens dans les pays centraux. Demain comme hier, c'est là que ce jouera l'enjeu de la révolution.

Internationalisme/Tessa

(1) Groupe de Rosa Luxembourg qui sera une des constituantes du parti communiste fondé début 1919.

(2) Cf. notre brochure "Organisations communistes et conscience de classe".

LES "BONS" DANS L'OPPOSITION, LES "BRUTES" AU POUVOIR

tous des truands

Le résultat des élections législatives de mars 83 en Allemagne de l'Ouest est venu confirmer et renforcer puissamment une situation qui durait de fait depuis déjà plusieurs mois : l'installation au gouvernement du cabinet Kohl à la place des sociaux-démocrates grâce au changement d'alliance des libéraux du FDP.

A lui seul, cet événement confirme avec quelle maîtrise la bourgeoisie parvient dans ce pays à faire dire aux urnes ce qu'il lui convient le mieux. Ceci est tellement vrai qu'un dirigeant de la CDU a déclaré au lendemain du scrutin : "on aurait esquissé un Bundestag sur la planche à dessin qu'on aurait pas pu faire plus beau". On comprend le contentement du bourgeois quand on sait les nécessités auxquelles doit faire face sa classe au seuil des années 80.

le rôle et les avantages du SPD dans l'opposition

Il est maintenant bien loin le temps où l'on pouvait présenter l'Allemagne comme un pays prospère, "échappant à la crise". Ce pilier de l'économie capitaliste est maintenant touché de plein fouet par la crise de surproduction généralisée du système.

Depuis la fin 80, les chiffres de montée spectaculaire du chômage et de dégradation progressive des résultats économiques du capital national allemand fragilisaient de jour en jour la position du SPD au gouvernement. Celui-ci était de plus en plus amené à mettre en place une politique anti-ouvrière ouverte et généralisée à l'ensemble de la classe et non plus réservée à certains de ses secteurs comme il avait pu le faire les années précédentes contre les immigrés par exemple.

Maintenant, son statut d'oppositionnel lui permet de quitter cette responsabilité et il est bien plus pratique de confier ce travail au taureau bavarois Strauss. De même, cette nouvelle situation permet aux syndicats, dont la puissante DGB, de trouver enfin la marge de manoeuvre nécessaire vis à vis du gouvernement afin de pouvoir prendre librement les devants de la

comment s'y sont-ils pris ?

Pour arriver à ce résultat, malgré le fait que la droite ait assumé en 6 mois une augmentation du chômage sans précédent, la bourgeoisie allemande a manoeuvré efficacement, aidé en cela par la bourgeoisie internationale.

La première chose à faire pour empêcher la gauche de revenir au pouvoir,

combativité ouvrière pour la canaliser vers des impasses. D'ailleurs, dès octobre 82, à peine le cabinet Schmidt renversé, la DGB mobilise un demi million d'ouvriers pour défilier contre la droite. Le passage du SPD dans l'opposition, de plus, lui a permis de se mettre à la tête du mouvement pacifiste, faisant oublier que c'est Schmidt lui-même qui, dans un discours à Londres le 28 octobre 1977 lance l'affaire des "eurmissiles" en dénonçant la menace des SS 20 soviétiques. Dans un pays comme l'Allemagne où le problème de l'armement et de la guerre est présent plus qu'ailleurs, il est de la plus haute importance d'avoir un encadrement solide qui rende crédible la possibilité d'un capitalisme "pacifiste"... et permette aux Etats de continuer à augmenter leurs budgets d'armement.

Le SPD et les syndicats apparaissent maintenant au grand jour des fractions de gauche de la bourgeoisie, au verbiage plus radical, qui crient haut et fort car il leur appartient à l'avenir de se mettre en travers de la lutte prolétarienne.

c'est de la diviser. C'est ce qui fut fait en Grande-Bretagne avec la création d'un nouveau parti, scission des travaillistes. C'est ce qui fut fait en Allemagne où les libéraux avaient rompu la coalition avec les sociaux-démocrates en 82, rupture qu'ils ont maintenue au risque de l'éclatement du

parti libéral.

Nous ne citerons que quelques aspects de la politique menée en complément :
- la non représentation de Schmidt à la chancellerie par le SPD (Schmidt avait acquis une trop grande popularité pendant les années de prospérité économique du pays) ;
- la mise à l'écart de Strauss par la droite durant toute la campagne électorale (Strauss représentant trop ouvertement l'aile droitiste) ;
- la construction du parti "vert", pacifiste et écologiste, pour enlever des votes au SPD (voir article ci-dessous) ;
- la relative discrétion de la campagne électorale pour qu'il n'y ait pas trop de mobilisation des électeurs potentiels du SPD. Ce dernier point montre qu'à l'heure actuelle il est plus important de conserver la gauche dans l'opposition que d'utiliser à plein la mystification électorale ;
- les principaux secteurs de la bourgeoisie internationale ont aidé à maintenir le SPD dans l'opposition, à un

La signification des événements aux niveaux historique et mondial

Il ne faut pas s'étonner que la bourgeoisie mondiale ait tant veillé à ce qu'en Allemagne le scénario se passe bien comme prévu. L'Allemagne est l'enfer sur la planète où au fil de l'évolution de la société capitaliste s'est concentrée une densité énorme de forces productives et de prolétaires. Sa force économique et sa situation géopolitique en ont fait à deux reprises le centre d'une guerre mondiale. Se retrouvant maintenant à cheval sur les deux blocs impérialistes qui se partagent le monde, elle est toujours le point de friction à partir duquel peut s'enflammer un 3ème conflit mondial ; mais aussi c'est l'endroit à partir duquel les prolétaires du monde entier auront le plus la possibilité d'unir internationalement leur lutte révolutionnaire en généralisant les grèves de masses par dessus le rideau de fer.

Dans une telle perspective, on comprend qu'aujourd'hui en Allemagne, la bourgeoisie est en train de poser les bases indispensables à sa stratégie contre-révolutionnaire d'ensemble.

Pendant toutes les années 70, l'Allemagne a vécu sur les illusions d'une

bonne gestion à la social-démocrate ce qui lui a permis d'être l'exemple économique à suivre par l'ensemble de la bourgeoisie occidentale et d'être le fer de lance de la mystification de l'époque qui disait aux ouvriers que la gauche était plus apte que la droite à éviter la crise économique. Avec les années 80, où se dessinent des affrontements de classe décisifs sur le plan international, l'Allemagne de par la place cruciale qu'elle occupe se doit de rester la place forte de la bourgeoisie mondiale, l'exemple à suivre mais sur le plan politique cette fois. Elle donne la leçon à ceux qui ne sont pas encore parvenus, comme la France, à placer la gauche dans l'opposition.

Ne nous y trompons pas. Au-delà d'une nouvelle prouesse de l'alternance démocratique droite gauche animant la vie politique bourgeoise de l'Allemagne, les événements actuels participent de manière décisive du déploiement de l'arsenal politique bourgeois contre le danger d'une future vague révolutionnaire. Cela fait partie du cliquetis des armes caractéristiques des veilles de batailles.

L.D.

CAMELEONS

DANY LE ROUGE VEUT ETRE MINISTRE VERT

En mai 68, Cohn-Bendit et les étudiants révoltés n'avaient pas de mots assez durs contre la "récupération" qui est une des méthodes favorites du capitalisme actuel à l'égard de la contestation. Aujourd'hui, il est bien récupéré. Et, au-delà de toute espérance, ne vient-il pas de poser sa candidature à un maroquin ministériel ? Et ce n'est pas une facétie. L'âge aidant, il est devenu très sérieux. Dans une interview récente (1), il déclare en effet, à propos de la campagne électorale des "Verts" en Allemagne :

Question : "Que faites-vous dans cette campagne ?"

Réponse D.C.B. : "J'appartiens à un groupe qui soutient les "Verts" du dehors. Et puis, on a quelques candidats bien placés pour être députés."

Question : "Vous ne voulez pas être député ?"

Réponse D.C.B. : "Non, non, moi je serai ministre. Plus tard, dans quatre ans, cinq ans."

Question : "Qu'est-ce que cela veut dire ?"

Réponse D.C.B. : "Ca veut dire qu'un jour, la Garde Républicaine française devra jouer la "Marseillaise" pour moi, parce que j'atterrirai à Roissy."

Question : "En tant que ministre français ou allemand ?"

Réponse D.C.B. : "Je serai ministre en Allemagne, je viendrai en France et on devra m'accueillir officiellement. Voilà mon rêve."

Et lorsqu'on lui demande à quelles conditions il accepterait d'être ministre, Cohn-Bendit répond :

"Les conditions sont très simples, qu'il y ait effectivement une majorité

dans un pays voulant aller assez loin dans le développement d'une société qui repousserait l'Etat, et où la société civile prendrait ses responsabilités dans le changement social... S'il y avait, en France, un certain mouvement de société et quelqu'un comme Rocard au pouvoir, peut-être pourrait-on essayer."

L'histoire nous a donné plusieurs exemples d'anarchistes ayant troqué leurs diatribes assassines envers "tous les Etats" contre un fauteuil ministériel. L.Jouhaux, le dirigeant de l'ancienne CGT "révolutionnaire", fut de ceux-là en 1914. En 1936, quatre dirigeants de la CNT espagnole entraient au gouvernement. Il est probable que l'ex-anarchiste Cohn-Bendit, membre du groupe "Noir et Rouge" sera, un jour, ministre. Cependant, sa reconversion est significative. Elle est l'aboutissement logique des conceptions qu'il professait dès 68, comme était logique l'entrée de F. Montseny et Compagnie, au gouvernement Caballero en 36 (2).

Dès 68, en bon anarchiste, Cohn-Bendit trouvait sans intérêt d'analyser les convulsions économiques du capitalisme, de même qu'il trouvait "dépassé" de considérer que la classe ouvrière était la seule force révolutionnaire de la société. Pour lui, toutes les révoltes se valaient.

Ensuite, ne voulant pas comprendre que la crise qui se développait était sans issue et qu'elle allait provoquer des surissements de plus en plus massifs de la classe ouvrière, malgré le recul momentané de ses luttes, il s'investissait dans les mouvements de révolte marginaux et alternatifs

(squatters, communautés, écologie, anti-nucléaire et, finalement pacifiste). Comme beaucoup "d'hyper-révolutionnaires soixante-huitards", il voyait la véritable force capable de transformer la société dans ces mouvements "alternatifs" et non dans cette "classe ouvrière qui ne pense qu'à des augmentations de salaires". Et comme il fallait être efficace (ne déclare-t-il pas dans l'interview : "Je n'ai pas peur de faire des compromis... s'ils me paraissent rentables"), il a plongé, à fond, dans l'institutionnalisation de ces mouvements.

Cette institutionnalisation était inévitable. C'est la concrétisation de leur rôle bourgeois et anti-prolétarien :

- les communautés "alternatives" accréditent l'idée qu'il est "malgré tout" possible de vivre une vie différente au sein du capitalisme ;
- l'écologie véhicule le mythe de la possibilité d'un capitalisme "propre", qui aurait des égards pour les conditions de vie des travailleurs ;
- le pacifisme détourne la classe ouvrière de ses luttes, seules capables de bloquer la machine infernale du capitalisme, au bénéfice d'illusions sur la possibilité d'un "désarmement" des grandes puissances.

En Allemagne, outre ces différentes fonctions, les "Verts" ont eu le grand mérite d'affaiblir, électoralement, le parti social-démocrate ce qui a permis à la bourgeoisie de renforcer la position gouvernementale de la droite, et de jouer efficacement la carte de la Gauche dans l'opposition.

Devenu un parti bourgeois à part entière, et dont l'entrée au Bundestag

est saluée positivement un peu partout (3), il était normal que les "Verts" suscitent, dès à présent, des vocations ministérielles. Comme il était finalement un peu normal que les confusions de Cohn-Bendit de 68 le conduisent, la "grosse tête" aidant, à sa candidature, aujourd'hui, à un poste de gestionnaire bourgeois.

Souhaiterait-il être ministre d'un gouvernement dirigé par le parti qui a assassiné R.Luxembourg, K. Liebknecht et des dizaines de milliers de Spartakistes ?

En tout cas, s'il est un jour ministre "vert" d'un gouvernement de gauche, c'est parce que celui-ci aura été appelé au pouvoir pour écraser la révolution. Et pourquoi n'y revendiquerait-il pas le rôle de "chien sanglant" comme Noske en 1919 ?

F.M.

(1) "Les Nouvelles Littéraires" du 3 au 9 mars 1983.

(2) Voir à ce sujet les articles de "Bilan" que nous avons republiés dans la "Revue Internationale".

(3) "Il est préférable qu'un courant anti-nucléaire aussi fort trouve une expression dans le processus politique" ("Financial Times")

"Pour la démocratie allemande, pour le parlementarisme, leur entrée (des "Verts") au Bundestag est en tout cas un fait fort positif." (A.Grosser "Le Monde" du 9 mars 83)

"Pour la démocratie allemande, c'est très bien que les "Verts" soient entrés au Bundestag." (D.Cohn-Bendit sur "Europe 1" le 8 mars 1983.)

à propos de la crise du P.C.I.

LE CAMP REVOLUTIONNAIRE A BESOIN DE TOUS SES COMBATTANTS

A propos de nos différents articles de presse (1) sur la crise dans le PCI ("Le Prolétaire"), nous avons reçu un courrier de deux sympathisants du CCI à Rouen. Nous pensons important d'en donner publication (les coupures pratiquées, pour raison de place, ne touchant pas le propos central). D'abord parce que cette intervention répond à ce que nous attendons d'un "courrier des lecteurs". Ensuite parce qu'elle aborde une question parmi celles qui se posent le plus gravement aux révolutionnaires aujourd'hui. Enfin, parce que le type de réaction illustré par l'envoi de ces camarades ne leur est pas particulier. Il exprime d'une manière symptomatique une attitude qu'on rencontre fréquemment autour, et même à l'intérieur du camp des groupes communistes constitués.

■ L'hypothèse selon laquelle l'effondrement du PCInt affaiblirait la classe ouvrière paraît difficilement concevable. A vous lire, on se croirait aux heures noires de la contre-révolution. L'avenir est devant nous et non pas sur la tombe de cette organisation passéiste.

L'examen de la période de l'après seconde guerre mondiale jusqu'à nos jours nous inciterait à penser : le PCInt est mourant, vive la révolution!

La seconde guerre mondiale décime littéralement le Proletariat. La Bourgeoisie va alors connaître une phase d'euphorie grâce au processus de reconstruction. Durant cette période, le Proletariat anéanti ne se manifeste que de façon sporadique et sur une base réformiste. Le milieu révolutionnaire se retrouve isolé du Proletariat. Les groupes révolutionnaires perdent l'acquis de la 1ère Révolution. Il s'en suit une longue période de confusions théoriques. Seul, le PCInt "aurait résisté" au poids de la contre-révolution grâce d'une part à sa structure hiérarchisée et militarisée et d'autre part à sa recette infail- lible de l'Invariance.

Le système capitaliste fait à nouveau entrevoir sa réalité, et la crise qui sévit à partir des années 60 contraint le Proletariat à reprendre son combat de classe et c'est la retentissante explosion sociale de 68. Le milieu révolutionnaire s'en trouve soudain vivifié. Dans l'euphorie des retrouvailles de la lutte de classe, une multitude de groupes hétéroclites s'essaient à la lutte révolutionnaire... Barricadé derrière son Invariance, le PCInt observe, immobile, les événements. Puis, les années 70-75 voient la Bourgeoisie se ressaisir et mettent en évidence les faiblesses du Proletariat. D'une certaine façon, ces lacunes se retrouvent dans le milieu révolutionnaire. On assiste alors à de des querelles de cheptels (sic !), chaque groupe reprenant à son compte une partie des luttes et des théories de la 1ère Révolution mondiale, sans les relier entre elles et sans effort d'analyse globale ; ainsi, voyons-nous ressurgir les courants maoïste, trotskyste, conseilliste, ultra-gauchiste, moderniste etc. Parmi tout cet éventail, le PCInt fait figure d'ancêtre et brandit sa vieille marxisse comme garantie révolutionnaire. Cette duperie trompera plus d'un militant !

Dans les années 75, l'approfondissement de la crise capitaliste accélère le cours vers la guerre impérialiste, reléguant chaque bourgeoisie nationale dans l'un des deux blocs. Face à ce processus d'affrontement militaire et économique, le Proletariat se trouve à nouveau propulsé sur le devant de la scène (...)

Dans ce contexte, on réalise aisément la responsabilité du milieu révolutionnaire qui se doit d'avoir pour tâches l'analyse critique de la situation et la dénonciation des

ennemis de la Classe Ouvrière. Qu'en est-il ? Pendant cette période, seul le CCI poursuit son travail de clarification et intensifie ses appels en vue du regroupement des révolutionnaires. Il ne trouve que mépris. La plupart de ces groupes se laissent emporter par les propagandes bourgeoises et disparaissent non sans avoir auparavant dispersés et démoralisés bon nombre de militants. Les trotskystes font quelque peu exception ; après avoir subi de lourdes pertes, ils deviennent un rouage de l'Etat (en échange des élections, ils n'hésitent pas à jouer les raba-teurs.)

Par rapport à tant de confusions, que fait le PCInt ? Lamentablement, il reprend à son compte tout le ramassis de ce courant soixante-huitard : comités de soutien, lutte de libération nationale, entrisme dans les syndicats, terrorisme révolutionnaire. Ses égarements théoriques le conduisent à une pratique digne d'une organisation contre-révolutionnaire (...)

Les années 80-81 annoncent un changement radical du contenu et de la forme de la lutte de classe (importantes grèves en France, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Pologne). A maints égards, la lutte des prolétaires polonais est riche d'enseignements. Dès août 1980, les travailleurs par leur grève de masse remettent à l'ordre du jour l'unité et l'auto-organisation de la classe, et posent la question de l'internationalisation de la lutte, condition de la victoire.

Face à ce gigantesque raz-de-marée, la Bourgeoisie peut mesurer l'étendue du danger que représente le Proletariat des pays industrialisés ; d'où le changement de priorité dans les deux guerres qu'elle nous promet : priorité à l'affrontement de classe sur la guerre impérialiste.

L'ampleur et la portée des événements qui se déroulent actuellement devraient amener l'ensemble du milieu révolutionnaire à une plus grande rigueur (et honnêteté) politique.

Les années 80-81 sont bel et bien des années de vérité... L'effondrement du PCInt s'inscrit dans cette phase de clarification. Ce tournant de l'Histoire lui a été décisif et il ne pouvait subsister en tant qu'organisation révolutionnaire. Il vole en éclats de façon spectaculaire en engendrant un groupe nationaliste.

Dans cette période, les révolutionnaires devraient axer leur propagande sur l'espoir du communisme. On ne saurait concevoir la réalisation de ce nouveau monde sans l'élimination de tous les apprentis marxistes-léninistes, conseillistes, etc., refusant de prendre leur responsabilité envers la classe. En ce sens, l'éclatement du PCInt est loin de constituer la perte d'un frère de classe.

NON, la période n'est pas à la mortosité mais à une plus grande certitude en la victoire du communisme." P. et J.M. ■

■ En nous limitant au propos axial de ce texte, la crise dans le milieu révolutionnaire, nous voulons d'abord souligner ses qualités. Les camarades inscrivent leur intervention dans un cadre historique. Très correctement, ils rapportent l'appréciation des groupes prolétariens à la capacité que ceux-ci ont de tirer les leçons de l'expérience du passé. Les camarades ont le souci de rappeler le rôle et la responsabilité des révolutionnaires, particulièrement pour l'époque actuelle. Ils parlent bien de l'accélération

présente de l'histoire.

Telles sont leurs louables intentions. Mais à l'examen, ces qualités apparaissent vite davantage potentielles que réelles. Sous le vernis des qualités apparentes, les signataires du texte ne paraissent pas comprendre vraiment en profondeur ce que sont et représentent dans et pour la classe ouvrière, les organisations communistes et le milieu révolutionnaire. C'est là-dessus que nous ciblons notre réponse.

Qui a droit de vie ou de mort sur un groupe prolétarien ?

En quelque sorte, les camarades déclarent au sujet de l'effondrement du PCI : "Il crève ? Eh bien, tant mieux !". Nous viendrons plus loin au PCI et à sa nature, selon nous, authentiquement prolétarienne. Mais puisque les camarades se réfèrent aux leçons du passé, venons-y. Demandons leur où peuvent-ils jamais trouver dans le livre de l'histoire politique de la classe ouvrière, un exemple sérieux de l'attitude qu'ils croient être libres d'adopter ? De Marx à Lénine et de Rosa Luxemburg à la "Gauche Italienne", pour nous en tenir là, il y a bien les mille preuves d'un combat politique implacable, de dénonciation et d'accusation des tares de dégénérescence pourrissant les organisations révolutionnaires. Il est aisé de montrer combien ce combat a été mené de manière impitoyable, sans faiblesse, complaisance ni sentimentalisme aucun. Cela est indéniable. Mais jamais on ne trouve dans cette histoire le parti-pris primésautier, pour ne pas dire irresponsable dont les camarades ont la faiblesse de croire pouvoir faire une vertu politique communiste. Tout au contraire : Lénine, comme Rosa ou les militants de la "Gauche Italienne", quand il leur

fut nécessaire de couper les ponts et de prononcer la condamnation historique d'un groupe ou d'un parti prolétarien, ne le firent jamais qu'avec la plus extrême prudence, qu'avec la dernière circonspection. Toujours, en tout cas, en mesurant les responsabilités et au bout d'un long et opiniâtre labeur de fraction au sein de ces organismes faillissants. S'ils adoptèrent cette attitude, c'est qu'ils concevaient profondément ce que représentait un organe politique prolétarien. Une organisation de révolutionnaires est le fruit de la lutte de classe. Elle est le résultat des très durs efforts que dépense la classe ouvrière pour se doter de cadres politiques indispensables à son combat à long terme.

Aucun révolutionnaire ne peut donc disposer selon son gré, son impatience ou sa colère, de ce capital essentiel pour la classe. Condamner et rejeter hors du camp prolétarien un groupe politique de la classe est chose grave, et n'appartient, en dernière instance, qu'à la classe ouvrière elle-même, au travers de sa lutte. C'est cela, camarades, interpréter vraiment les leçons de l'histoire. C'est l'attitude du CCI.

Le milieu révolutionnaire n'est pas une notion mystique

Pour les camarades, si on les lit attentivement, l'idée de "milieu révolutionnaire" dont parle avec insistance le CCI, n'est pas très importante. Ce serait, de notre part, une pure façon de parler. Encore une fois, il s'agit de rappeler l'histoire, qu'ils invoquent, contre les camarades. Une "lecture" non superficielle de celle-ci nous apprend que les révolutionnaires ont de fait, toujours existé en tant que "milieu". C'est d'ailleurs là l'expression de la nature même du processus du développement de la conscience dans la classe ouvrière. C'est en vertu de cette nature que les différentes minorités communistes surgies de la lutte de classe éprouvent et satisfont à la nécessité d'une confrontation politique entre elles, d'une discussion et d'un débat afin de clarifier, de délimiter les divergences réelles. Tout ceci ayant pour mouvement objectif d'opérer un regroupement des forces, conforme à l'exigence centralisatrice du prolétariat révolutionnaire. Par ce processus les minorités révolutionnaires éparses deviennent groupes constitués, puis partis de classe. C'est d'après cette base d'expérience, que le CCI utilise la notion de "milieu révolutionnaire", et parle de "regroupement".

Ne comprenant pas véritablement cette notion, ne parvenant pas à concevoir l'ensemble des groupes communistes comme une dimension dynamique de la vie de la classe ouvrière, liée au flux et au reflux de la lutte de celle-ci, les camarades s'étonnent donc en toute naïveté de ce que le CCI puisse dire que la crise du PCI n'est pas seulement la sienne, mais représente une des manifestations de la crise qui affecte, dans les années 80, la totalité du milieu révolutionnaire, à un niveau ou à un autre. Ils ne voient pas pourquoi nous parlons d'affaiblissement de la classe ouvrière. Cependant, les camarades ont pour dénigrer le PCI et dénier son appartenance au milieu révolutionnaire des années 80, un argument de poids. Il est vrai, pourrait-on dire en développant la pensée des camarades, que la capacité de discussion et de confrontation des positions avec d'autres groupes, vérifie l'authenticité prolétarienne d'une organisation communiste. Le PCI donc, avec la constance de son refus (ou sa peur) de la discussion, serait disqualifié de ce point de vue. Il est parfaitement exact, en effet, d'affirmer que cette carence là a bien caractérisé le PCI, au moins depuis les années 60. Sectarisme et mégalo-manie du PCI, il est juste de les pointer comme des raisons principales de sa crise pré-

sente. Ceci ajouté aux tares programmatiques du PCI, bien réelles et sévèrement critiquées par nous (1), pourrait de prime abord justifier le point de vue des camarades disant : le PCI n'est pas un "frère de classe". Toutefois, nous voulons faire comprendre aux camarades que ce n'est pas un CCI, ni à aucune autre organisation, de décider en ultime instance de l'appartenance ou non d'un groupe au milieu révolutionnaire. Un groupe se désigne révolutionnaire d'après ses bases politiques, et surtout selon sa capacité à se déterminer de façon prolétarienne vis-à-vis des événements majeurs que confronte l'expérience ouvrière. De tous les critères, l'internationalisme est certainement le plus décisif. Or, le PCI est incontestablement un groupe prolétarien internationaliste. Pour aussi taré qu'il soit, pour autant gangrenées que soient ses bases programmatiques (notamment sur la question des syndicats et des "révolutions bourgeoises" dans les "aires arriérées du capitalisme"), le PCI a encore montré le fond internationaliste de son être politique prolétarien à propos de l'Afghanistan, de la guerre aux Malouines et vis-à-vis de la grève de masse en Pologne.

Rien que cela, mais tout cela, nous fait toujours considérer le PCI, tel qu'il demeure après son éclatement, comme une partie prenante du milieu révolutionnaire, dont les énergies militantes importent au prolétariat pour l'avenir.

Nous ne voulons pas accabler les camarades, qui font surtout montre d'immaturité politique (et d'un restant de "l'esprit 68", quoi qu'ils disent sur ce sujet). Cependant, nous ne manquerons pas de montrer à quoi aboutit leur compréhension superficielle de l'histoire. Sembler amalgamer, comme le font les auteurs à un ou deux endroits de leur courrier, gauchistes bourgeois (maoïstes, trotskystes) et groupes révolutionnaires de l'après 68, c'est, camarades, extrêmement grave. Paraître confondre la tendance du PCI à dégénérer vers un groupe gauchiste avec un état de fait achevé, c'est, camarades, très dangereux.

L'immaturité politique des camarades, si elle ne nous fait certes pas les contredire quand ils affirment que la perspective est pour l'heure à la révolution, nous donne raison d'être préoccupés sur les conditions actuelles de la discussion, en général, au sein du milieu révolutionnaire.

(1) cf RI n° 100, 104 et 105, et Revue Internationale n°32.

des fossoyeurs du marxisme

Si nous avons choisi comme thème de nos dernières réunions publiques le marxisme, ce n'est pas tant pour rendre hommage au militant révolutionnaire que fut Marx. Il s'agissait plutôt de dénoncer le battage mené par la bourgeoisie qui "fête" à sa façon les 100 ans de la mort de Marx.

Du docteur és-marxisme universitaire au journaliste ignare qui n'a jamais lu une ligne de Marx, les représentants de l'establishment du capital décadent, s'attachent tous à "expliquer" Marx, ou à "faire le bilan" du marxisme. Et ce qu'ils disent est aussi abject et pourri que le système social qui les fait vivre et qu'ils représentent.

A coups de discours sur l'érudition de Marx, à coups de statistiques sur l'évolution du PNB par tête en URSS ou sur le nombre de suicides en Suède, deux mensonges fondamentaux ont été et sont toujours martelés, matraqués dans la tête des lecteurs, des auditeurs, des téléspectateurs :

- le marxisme n'est pas la théorie d'une classe, il n'est pas le produit de la lutte et des nécessités du prolétariat industriel, mais une somme de principes inventés au 19ème siècle par l'individu Marx - au demeurant "fort in intelligent et cultivé" ;
- la concrétisation des inventions de cet individu, c'est la social-démocratie et le stalinisme qui l'ont d'une manière ou d'une autre réalisée.

Rappeler la réalité de classe de Marx et du marxisme, dénoncer l'ignoble émasculatisme que fait la bourgeoisie de la théorie du prolétariat révolutionnaire de Moscou à Washington, tel était l'essentiel des exposés avec lesquels nous avons introduit nos réunions publiques sur le sujet.

Parmi les débats, celui de Paris a vu les camarades du groupe "Guerre de Classe" défendre une idée, qui pour la confusion qu'elle reflète et par le danger politique qu'elle comporte, mérite qu'on en dise deux mots.

Pour "Guerre de Classe", les pays de l'Est tout comme les pays occidentaux marqués par la social-démocratie, sont des Etats capitalistes ; la social-démocratie et les partis stalinien sont des organismes politiques du capital. Cependant disent-ils, il y a quelque chose de vrai dans l'idée que la social-démocratie et le stalinisme, sont en quelque sorte des produits du marxisme ou plus exactement de ses insuffisances en tant que pensée formulée au 19ème siècle.

Nous ne traiterons pas ici des "graves insuffisances chez Marx" découvertes par ce petit groupe d'origine anarchiste. Nous voulons simplement montrer comment il tombe dans le piège des campagnes actuelles sur le marxisme et en quoi consiste ce piège.

La social-démocratie puis le stalinisme sont passés maîtres dans le jeu qui consiste à prendre des citations de Marx, hors de leur contexte pour leur faire dire le contraire ou pour masquer totalement le véritable fond de la pensée de leur auteur. Mais qui-conque connaît un tant soit peu le marxisme et l'histoire de la lutte de classe, quiconque sait faire la différence entre l'essentiel et le secondaire, reconnaît immédiatement la perfidie qu'il y a à vouloir établir une filiation quelconque entre ces idéologies du capital décadent forgées dans la lutte contre le prolétariat révolutionnaire et le marxisme.

Comment voir une filiation entre Marx qui plaça la destruction de l'Etat, de tout Etat, au centre du programme communiste, et la social-démocratie et le stalinisme qui sont les plus grands chantres et gestionnaires du capitalisme sous sa forme la plus barbare et décadente : le capitalisme d'Etat ?

Quelle filiation y a-t-il entre Marx dont le cri de guerre fut : "les prolétaires n'ont pas de patrie. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" et le travail de sergents-recruteurs des patriotes social-démocrates et stalinien qui ont conduit des millions de prolétaires aux deux boucheries inter-impérialistes mondiales ?

Quelle filiation y a-t-il entre celui qui vit dans la révolte ouvrière, le moteur de l'émancipation de l'humanité et ceux qui depuis un demi-siècle se sont systématiquement illustrés dans le rôle de chiens sanglants participant directement ou indirectement au massacre et à la répression de toutes les grandes luttes ouvrières, de Berlin en 1919 à la Pologne en 1983 ?

Les classes dominantes, depuis l'antiquité, ont toujours su reprendre, "récupérer" le langage des exploités en révolte en le vidant de son contenu pour mieux combattre cette révolte. Elles y trouvent deux avantages de taille : premièrement cela leur permet de renforcer les chaînes en créant l'illusion d'une identité de vues et d'intérêts entre exploités et exploités ; deuxièmement, en gardant les formes et le langage elles détruisent plus efficacement, le contenu des théories révolutionnaires, privant ainsi les exploités de leur arme principale : la conscience.

Dans le capitalisme décadent et totalitaire la social-démocratie et le stalinisme ont constitué l'instrument principal de cette besogne. Ils ne sont pas des enfants du marxisme, mais son hourreau.

Lorsque des éléments comme ceux de "Guerre de Classe" croient découvrir des filiations entre le marxisme et ces idéologies contre-révolutionnaires en constatant qu'ils emploient "des concepts - en réalité des paroles-identiques" ("parti", par exemple) ils ne sont que de candides victimes du travail idéologique de la classe dominante qui est effectivement parvenu à leur faire oublier l'essentiel.

Le marxisme, la théorie que Marx fut le premier à formuler de façon cohérente, n'est pas une somme d'idées éparses dont quiconque pourrait utiliser tel ou tel aspect suivant ses besoins. Le marxisme c'est la théorie, la conception du monde du prolétariat en tant que classe historique et mondiale. C'est pourquoi on ne peut juger de la "filiation" de tel ou tel courant au marxisme par la constatation superficielle de l'emploi de mots ou même de concepts utilisés par Marx. C'est face à la lutte de classe, à la vie de la classe prolétarienne qu'un courant prouve ou dément son rattachement au marxisme. C'est seulement ainsi que l'on peut juger la social-démocratie et le stalinisme.

Mais il faut pour cela, savoir se placer d'un point de vue de classe, d'un point de vue marxiste, capacité que les éléments comme ceux de guerre de classe semblent encore loin d'avoir véritablement acquise.

courrier

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

lisez la revue internationale sommaire du n°33

- Deux ans après la Pologne : OU VA LA LUTTE DE CLASSE ?
- Où en est la CPISE ?
- MARX toujours actuel.
- Contre la conception du chef génial.
- Fonctionnement de l'organisation révolutionnaire.

réunions publiques

Contre les attaques de la bourgeoisie,
unification de la classe ouvrière

BORDEAUX :
Réunion publique : le 23 avril, à 17h, au Café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo.
Contact-diffusion : vente de notre presse au marché Saint-Michel le 23 avril de 10 h à 11 h.

MARSEILLE :
Réunion publique : le 9 avril, à 21 h, au 205 rue Ste Cécile - 13 005.

MONTPELLIER :
Réunion publique : le 14 mai, à 17 h, au 17 bis rue Chaptal, salle la Gerbe.
Contact-diffusion : vente de notre presse au marché aux Pucés, le 14 mai, de 11 h à 12 h 30.

NANTES :
Permanence : les 8 et 22 avril, à 20 h 30, au centre social des Bourdéraies, Nantes-Chantenay.
Contact-diffusion : marché Petite-Hollande, de 10 h 30 à 11 h 30, le 2ème samedi du mois.

LYON :
Réunion publique : le 22 avril, à 21 h, à la MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République, sur le thème "plus que jamais le marxisme est à l'ordre du jour".
Permanence : le 26 avril, à 18 h, à la même adresse.

PARIS :
Réunion publique : le 9 avril, à 17 h, au 27 av. de Choisy, Paris 13ème.
Permanence : tous les samedis à 16 h, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

TOULOUSE :
Réunion publique : le 22 avril, à 21 h, à la Cité universitaire de l' Arsenal, bâtiment C.
Permanence : tous les vendredis à 18 h 30, au bar "Le Colbert", av. St-Exupéry (sauf le vendredi de la RP).
Contact-diffusion : vente de notre presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11 h à 12 h 30, au marché aux légumes (près de la Place Jeanne d'Arc d'Arc). Le 2ème dimanche du mois, de 11 h 30 à 12 h 30 au marché aux pucés (Place St-Sernin).

TOURS :
Réunion publique : le 30 avril, à 16 h 30, au 43 rue Lamartine.

LILLE :
Réunion publique : le 16 avril, à 15 h 30, au 23 rue Gosselet (MNE).

ROUEN :
Réunion publique : le 23 avril, à 15 h 30, à la Halle aux Toiles, sur le thème : "plus que jamais le marxisme est à l'ordre du jour".
Permanence : le 14 mai, à 15 h 30, à la même adresse.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CEILST
N° de Commission Paritaire : 54 267

➡ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

la social-démocratie à l'oeuvre

1919 : l'écrasement de la révolution allemande

En octobre 17, complètement écoeurés par l'horreur d'une guerre mondiale qui mettait à nu toutes les contradictions du capitalisme, les ouvriers russes organisés en conseils, prenaient le pouvoir pour y mettre fin.

Quelques mois plus tard, la classe ouvrière tente de prendre la relève en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, etc... Une victoire des ouvriers en Allemagne aurait représenté un bond inégalable pour la révolution mondiale : l'Allemagne est en effet le pays le plus industrialisé d'Europe et le prolétariat y est le plus concentré. Mais le processus révolutionnaire qui s'y enclenche dès 18 s'enraye très rapidement : en janvier 19, à Berlin, des milliers d'ouvriers tombent sous les balles des corps-francs. Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht sont assassinés. Massacrant aux 4 coins du pays, la bourgeoisie forte des leçons tirées après l'octobre russe, restaurait son ordre ; aujourd'hui il continue à régner mais avec une barbarie croissante. Si la bourgeoisie a pu maintenir sa domination en remplissant ses cimetières avec les cadavres de millions de prolétaires, sa plus grande victoire serait pourtant de les enterrer dans l'oubli. Souvenons-nous que ce sont les socialistes, ancêtres des Mitterrand, des Schmidt, des Spitaels qui les ont noyés dans le sang. "Les prolétaires révolutionnaires doivent se rendre compte de ce qui est arrivé, mesurer les événements et leurs résultats à la grande mesure historique..." écrivait Rosa Luxemburg la veille de son assassinat. Pour que les défaits d'hier soient les victoires de demain, il faut en tirer toutes les leçons et en faire une arme.

■ 14, ce n'est pas seulement le début de la première guerre mondiale et du massacre de millions de prolétaires, c'est aussi l'écroulement définitif de la 2ème Internationale et donc une défaite politique importante pour le mouvement ouvrier. En effet, les partis socialistes, d'organes ouvriers qu'ils étaient à leurs débuts, s'étaient peu à peu intégrés à l'Etat bourgeois, ce qu'illustrait l'emprise croissante du réformisme. En appelant les ouvriers à donner leur sang et leur sueur pour la nation capitaliste, la social-démocratie montrait au grand jour qu'elle était devenue une alliée précieuse pour la bourgeoisie. En Allemagne, par exemple, c'est directement la trahison des socialistes qui a permis la guerre : en 1913, le SPD, avec ses 110 députés, son million et demi d'adhésions à sa centaine de journaux et sa puissante organisation syndicale, est le parti le plus puissant du Reich.

Ce parti qui, ayant à jamais renoncé aux principes internationalistes, n'avait plus rien d'ouvrier, envoie donc les prolétaires au massacre, leur promettant une victoire rapide et fructueuse.

Mais la guerre pourrait peu à peu dans les tranchées et dès 1915, l'entassement des cadavres, les premiers rationnements provoquent des émeutes et des manifestations. Après avoir été désarmée politiquement par l'effondrement de la 2ème Internationale, la classe ouvrière reprend le chemin de la lutte (grèves dans les usines d'armement à Berlin, émeutes de la faim à Hambourg, etc...)

Tous ces mouvements gardent pourtant un caractère limité dans le temps et dans l'espace. Mais la guerre et la misère s'approfondissent, en janvier 18, ils se généralisent : plus de 500 000 grévistes à Berlin, grèves à Kiel, Ham-

bourg, Munich, Halle etc... Au total plus d'un million de grévistes. De plus, d'économiques qu'elles étaient, les luttes deviennent de plus en plus politiques : la revendication principale est celle de "la paix avant tout".

Quand la classe ouvrière s'organise en conseils, c'est-à-dire qu'elle crée pour les besoins de la lutte, les seules structures capables de la regrouper massivement, directement en vue de l'action, elle se montre alors comme la seule force sociale à même d'ébranler de fond en comble le système, elle commence alors à se donner les moyens de s'affirmer en tant que classe révolutionnaire.

C'est ce qu'a démontré la révolution russe : au sein des conseils et sous l'impulsion de la minorité révolutionnaire qu'étaient les bolchéviks, s'est peu à peu développée la conscience de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et d'établir la dictature du prolétariat pour mettre fin à l'exploitation du capitalisme.

En Allemagne, un processus semblable de grève de masse et de généralisation des conseils s'enclenche en 1918 : en novembre, quelques 10 000 conseils existent dans les principales villes allemandes, jetant dans le feu de l'action des millions de prolétaires.

Pourtant, contrairement à la Russie, ce processus ne sera pas mené à terme. Il ne faudra que quelques semaines à la bourgeoisie pour désarmer idéologiquement et réprimer physiquement les ouvriers allemands. C'est qu'elle a globalement tiré les leçons de 17 : il faut à tout prix détruire les conseils ! Alors que c'est en bonne partie l'impréparation et l'inconsistance politiques de la bourgeoisie russe qui avaient rendus possibles le maintien et le développement des conseils ouvriers entre février et octobre, en Allemagne,

consciente du danger que représentaient les conseils, la bourgeoisie mène une riposte beaucoup plus concertée et ef-

ficace. Elle contre-attaque à plusieurs niveaux.

La Social-démocratie: arme ultime de la bourgeoisie

Pour organiser sa contre-attaque, la bourgeoisie allemande dispose d'un atout majeur : la gauche de son appareil politique. Celle-ci regroupe le SPD, dont l'impact a été montré plus haut et l'USPD, parti fondé en avril 17 par d'anciens membres du SPD. Dans une lettre, Kautsky en avoue clairement le but : "le danger qui nous menace de la part du groupe Spartacus (1) est grand. Son extrémisme correspond aux besoins actuels des larges masses inéduquées".

L'USPD est le parti des compromis et des hésitations ; son influence est pourtant grande au sein de la classe ouvrière, notamment chez les "délégués révolutionnaires", implantés dans les usines métallurgiques berlinoises.

Les fractions de gauche de la bourgeoisie allemande sont donc puissantes : une fraction capable de prendre en charge la gestion de l'Etat bourgeois (comme le montrera l'entrée du SPD dans le gouvernement de Max de Bade en septembre 18), une autre, l'USPD faisant un travail de "soutien critique" au gouvernement socialiste pour ramener les brebis égarées au bercail. Ce qui déterminera leur capacité à entraver le mouvement révolutionnaire, c'est pourtant l'incapacité profonde de la classe ouvrière, révolutionnaires y compris, à comprendre pleinement leur nature bourgeoise, le sens réel de leur trahison en 14 et toutes les implications politiques de celle-ci. Le langage nationaliste des socialistes et de leurs syndicats, la répression déjà exercée par eux lors des mouvements de 1915, 16 et 17 ne parviendront pas à ouvrir suffisamment les yeux des ouvriers : ceux-ci ne tirent pas toutes les leçons de l'intégration des socialistes à l'Etat bourgeois ; ils ne rompent pas avec eux, ne trouvent pas une véritable autonomie de classe. Ainsi, cette carence essentielle va permettre à la bourgeoisie allemande d'utiliser à fond sa carte de gauche pour gangréner peu à peu les conseils ouvriers, les réduisant à néant en fin de compte.

Dès janvier 18, lors de la constitution du premier conseil ouvrier à Berlin, le SPD met en place une tactique qui portera ses fruits pleinement par après : sauter dans le train de la lutte, parier radical, mais tout mettre en oeuvre pour éteindre en même temps l'incendie social. Ainsi Ebert et d'autres membres du SPD prennent en mains le comité d'action du conseil ou-

vrier. Il déclarera par après : "la grève éclata sans que nous en sachions rien. Sous la pression de nos camarades forcés d'y participer, je suis entré au comité de grève avec l'intention délibérée de freiner la grève le plus tôt possible et d'empêcher qu'il en résulte quelque danger pour le pays". En effet, le 3 février, après 3 semaines de mobilisation massive des ouvriers mais sans dynamique réelle du mouvement, le comité d'action met fin à la grève : c'est une première victoire de la bourgeoisie allemande, l'Etat capitaliste est sauvé.

Les leçons de cet échec ne sont pas tirées : de novembre 18 à janvier 19, les ouvriers se laisseront avoir de la même façon. En novembre 18, en effet, les marins de Kiel s'organisent à nouveau en conseils, s'emparent de la ville, la paralysent, le mouvement se généralise à d'autres villes. Une fois de plus, les socialistes, avec Noske en vedette, se mettent à la tête des insurgés : ils demandent aux marins de rendre les armes, la vague est arrêtée. Mais c'est surtout les mots d'ordre politiques bourgeois du SPD, toujours soutenus même de façon critique par l'USPD, qui brisent le mouvement des conseils. L'absence d'une perspective politique plus claire de la part des groupes révolutionnaires sera aussi déterminante dans leur lente asphyxie.

L'arme politique essentielle que va utiliser la social-démocratie pour empêcher que le mouvement ne se radicalise et pour protéger l'Etat bourgeois sera la revendication du suffrage universel : "nous voulons assurer le passage pacifique de notre Etat à la démocratie et de notre vie économique au socialisme (...). Nous avons vaincu, mais nous n'avons pas vaincu pour nous mais pour le peuple tout entier ! Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas "tout le pouvoir aux conseils", mais "tout le pouvoir au peuple tout entier" ! Enfin, ils déclarent dans une résolution du 28/11 : "le suffrage universel est la plus importante conquête politique de la révolution..."

Le 9 novembre, dans un climat de soulèvement des masses, l'empereur abdique, la république est proclamée par le socialiste Scheidemann, un gouvernement de gauche se met en place, la bourgeoisie allemande signe l'armistice le 11 novembre : toutes les conditions sont réunies pour désarmer idéologiquement les conseils et puis pour écraser physiquement les ouvriers.

Suite page 4

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défondre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.